

# Nucléaire: le projet des EPR à Hinkley Point revient en boomerang

Par *martine orange*

<https://www.mediapart.fr/...>, 5 juillet 2017

*Après la première annonce de dérapage financier d'Hinkley Point, le gouvernement feint de découvrir les risques industriels et financiers qui sont attachés au projet nucléaire britannique porté par EDF. Il sait pourtant tout depuis longtemps. Macron président retrouve en héritage la gestion de Macron ministre.*

Il y a des limites à la gesticulation politique. Et en matière de nucléaire, le nouveau gouvernement est en train de dépasser les bornes. Depuis une semaine, le nouveau gouvernement feint de découvrir le dossier explosif du nucléaire et de ses dérives industrielles et financières. Pourtant, il connaît tout cela parfaitement et de longue date. Et pour cause. Emmanuel Macron président retrouve en héritage la gestion d'Emmanuel Macron ministre.

Si le nouveau chef de l'État pratique l'esquive sur la gestion du gouvernement précédent, il ne peut sur ce dossier se dédouaner de ses responsabilités. En tant que ministre de l'économie d'août 2014 à septembre 2016, Emmanuel Macron a conduit les choix de la filière nucléaire de bout en bout, imposant ses vues à toutes les étapes. C'est lui qui a choisi Jean-Bernard Lévy comme président d'EDF, lui qui a imaginé les montages financiers pour cacher le désastre de la filière nucléaire.

C'est lui encore qui a pesé de toute son influence, y compris auprès d'un François Hollande très réticent, pour imposer le projet d'Hinkley Point, malgré les mises en garde multiples des ingénieurs et des salariés du groupe. La construction de ces deux EPR en Grande-Bretagne marque le point d'orgue d'un aventurisme qui pourrait devenir un piège mortel pour EDF et les finances publiques.

Le ministre de l'économie et des finances Bruno Le Maire fait donc preuve d'une certaine audace, lorsque, à la faveur du rapport de la Cour des comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques publié jeudi 29 juin, il insiste sur les « *comptes insincères* » du précédent gouvernement et ses dérapages incontrôlés. Parmi les impasses budgétaires dénoncées figure Areva. L'augmentation de capital de 4,5 milliards d'euros du groupe nucléaire, entièrement souscrite par l'État, risque d'entraîner « *un déficit budgétaire de 2,3 milliards d'euros, soit 0,1 point de PIB* », insiste la Cour des comptes.

Ce montage, destiné à masquer la faillite d'Areva, a totalement été établi du temps d'Emmanuel Macron à Bercy. C'est à son cabinet qu'a été imaginée la vente de la partie réacteur (Areva NP) à EDF afin de diminuer l'addition du sauvetage par l'État, puis la recapitalisation du groupe nucléaire. Le plan était tellement connu qu'il a été approuvé fin 2016 par le conseil d'Areva. Mais l'opération était soumise à l'agrément de Bruxelles, qui lui-même avait conditionné son feu vert à celui de l'ASN sur la cuve de Flamanville, ce qu'il a fait le 29 juin. La suite du plan va être mise en œuvre. Comment feindre alors de découvrir des engagements de l'État connus de longue date ?

Si l'évocation de l'héritage laissé par le gouvernement précédent relève de ces vieilles ficelles politiques, avec lesquelles pourtant le nouveau gouvernement avait promis de rompre, l'intervention du même Bruno Le Maire, lundi 3 juillet, après avoir pris connaissance des annonces d'EDF reconnaissant le premier dérapage du projet d'Hinkley Point, elle, laisse sans voix.

« *Le ministre de l'économie et des finances a demandé au PDG d'EDF, Jean-Bernard Lévy, que les causes précises de cette réévaluation, les facteurs de risques du projet HPC [Hinkley Point – ndr] et le contenu de la revue du projet soient partagés et analysés au sein du conseil d'administration. Le ministre a également demandé qu'un plan d'action rigoureux soit présenté au conseil d'administration d'EDF avant la fin du mois de juillet* », est-il précisé dans un communiqué. Le groupe public venait de confirmer que le coût du projet de construction des deux EPR en Grande-Bretagne risquait de s'alourdir de 1,8 milliard d'euros et que le démarrage du premier réacteur pourrait être retardé de 2025 à 2027.

Ainsi, le gouvernement, et avec lui tous ses porte-voix, à l'instar d'un *Dominique Seux sur France Inter*, découvre que le projet d'Hinkley Point pourrait devenir une aventure risquée ? Il faut oser. Depuis plus de dix-huit mois, nombre de personnes, insistant sur les déboires de l'EPR de Flamanville, n'ont cessé de tirer le signal d'alarme sur ce projet britannique. Un réacteur qui n'a jamais encore

fonctionné et dont on ne sait s'il est maîtrisé industriellement, un calendrier de construction totalement « *irréaliste* » – jamais, même au temps où EDF construisait des réacteurs en série, le groupe n'est parvenu à achever un chantier en cinq ans comme il s'y engage à Hinkley Point –, des conditions financières qui ne sont pas garanties et qui mettent en jeu directement les fonds propres du groupe public... Tout est en place, redoutent-ils, pour que le projet tourne à la chronique d'un désastre annoncé.

Jamais de toute son existence, EDF n'a connu une telle révolte interne. Refusant de cautionner l'aventure d'Hinkley Point, le directeur financier du groupe public, Thomas Piquemal, a démissionné en mars 2016. Pendant des semaines, ingénieurs, salariés et syndicats ont multiplié les notes et les mises en garde pour demander l'arrêt ou au moins le report d'Hinkley Point, le temps au moins qu'EDF achève le chantier de Flamanville et prenne un minimum d'assurance industrielle. Ils ont souligné les risques industriels et financiers que faisait encourir ce projet au groupe au sein même du conseil d'administration d'EDF, allant jusqu'à rappeler la responsabilité personnelle des administrateurs dans ces choix (lire *ici, ici* ou encore *là*).

Tout a été balayé d'un revers de la main. Si maintenant il faut écouter des ingénieurs et des syndicats, qui ont des années d'expertise ! Des administrateurs indépendants ou délégués par l'État, au nom de Bercy ou du Quai d'Orsay, savent tellement mieux toutes ces choses... Quoi qu'il en soit la question avait été tranchée par avance. Avant même que le conseil d'administration se soit prononcé, Emmanuel Macron en tant que ministre de l'économie avait indiqué la décision : « *Hinkley Point doit se faire* », affirme-t-il alors.

## Désastre industriel et financier

À l'époque, nombre d'observateurs se sont interrogés sur le soutien du ministre de l'économie apporté à Jean-Bernard Lévy. Certains l'expliquaient par le fait qu'Emmanuel Macron considérait la nomination de l'ancien président de Vivendi à la tête d'EDF, contre l'avis de Manuel Valls qui souhaitait la reconduction d'Henri Proglio, comme un de ses premiers hauts faits d'armes. La victoire n'était pas seulement politique, elle était aussi symbolique : il avait battu les francs-maçons sur leur propre terrain, celui d'EDF considéré comme un de leurs bastions. C'est en tout cas ainsi qu'Emmanuel Macron, si fier de ce succès contre la franc-maçonnerie, le présentera longuement à François Bayrou, lors d'une rencontre en juillet 2016, selon nos informations.

Mais au-delà, l'entêtement d'Emmanuel Macron à soutenir coûte que coûte le projet britannique d'Hinkley Point s'explique sans doute par d'autres considérations bien plus importantes : cacher le désastre industriel et financier de l'ensemble de la filière nucléaire et ses implications pour les finances publiques.

Depuis 2011, les pouvoirs publics savent qu'Areva, pris dans le fiasco de l'EPR et le scandale d'Uramin, est en faillite. Pendant plusieurs années, les gouvernements successifs ont tenté de cacher la vérité, jusqu'au moment où les expédients n'ont plus suffi. En 2014, le groupe nucléaire est au bord de l'effondrement. Le gouvernement se retrouve alors devant un choix : soit assumer la faillite de l'entreprise et son coût social pour reconstruire un groupe autour des seules activités minières et de retraitement des déchets ; soit faire croire que tout va continuer comme avant, en essayant de limiter le renflouement de l'État. Il a choisi un peu des deux.

Dans les faits, Areva est bien en train d'être démonté pour retrouver l'ancien périmètre de l'ex-Cogema (mines + combustibles + retraitement des déchets). Mais le gouvernement n'a jamais reconnu la faillite du groupe nucléaire, ni son démantèlement. Ce qui présente l'avantage, outre un aveu politiquement difficile, d'éviter de chercher les responsabilités dans ce désastre.

Pour faire croire qu'Areva avait encore un avenir, en tant que constructeur de réacteurs, il fallait cependant des projets pour le groupe nucléaire. Or, depuis les déboires de Flamanville, additionnés à la catastrophe de Fukushima, le groupe nucléaire n'a plus aucune commande d'EPR. Son carnet d'ordre est vide. D'où l'importance du projet d'Hinkley Point où la construction de deux EPR est prévue. Sans ces commandes, impossible de renflouer le groupe nucléaire, impossible aussi de vendre la partie construction de réacteurs (Areva NP) à EDF pour 2,5 milliards d'euros, destinés à aider au renflouement d'Areva.

Si le président d'EDF a accepté de cautionner un tel montage qui

n'est manifestement pas dans l'intérêt du groupe, c'est que lui aussi a un secret à cacher : le rachat à un prix exorbitant de sa filiale britannique, British Energy, en septembre 2008. Les conditions de cette acquisition restent incompréhensibles. Alors qu'il était le seul acheteur, EDF, alors dirigé par Pierre Gadonneix, avait accepté de surenchérir son offre de 20 %, pour la porter à 15 milliards d'euros. Plus impensable encore : le conseil d'administration a approuvé cette surenchère, le 23 septembre 2008, soit huit jours après l'effondrement de Lehman Brothers, c'est-à-dire à un moment où il n'y avait plus de marché boursier, ni de perspective sûre. Et l'OPA a été lancée dans la foulée ([lire ici](#)).

Des années après, des connaisseurs du dossier s'interrogent encore sur les modalités inexplicables de cette acquisition, certains allant jusqu'à se demander si « *cette opération ne cache pas un scandale comparable à celui d'Uramin* ». Curieusement, la Cour des comptes, si pointilleuse sur la gestion des deniers publics, ne s'est jamais vraiment penchée sur cette acquisition. Pourtant, les sommes publiques en jeu à l'époque sont aussi importantes que « *les dérapages incontrôlés* » qui plongent « *le pays dans une situation grave* » aujourd'hui.

Car cette acquisition a laissé des traces dans le bilan d'EDF. Plus de huit milliards d'euros de survaleurs n'ont jamais été dépréciés. Le faire aurait conduit à reconnaître l'erreur de l'acquisition et surtout la dégradation importante de la situation financière d'EDF. Car il aurait fallu avouer que l'entreprise était en perte, et que ses fonds propres avaient fondu comme neige au soleil.

Pour cacher cette erreur, le groupe public, en accord avec sa tutelle, a prétexté que l'ex-British Energy avait beaucoup plus de valeur que prévu, puisqu'il allait construire des EPR sur les terrains de ses centrales anglaises. Et pour rendre le projet irréversible, plus de deux milliards d'euros de travaux y ont été engagés à Hinkley Point, avant même que le conseil d'administration d'EDF se soit prononcé sur le projet, par Vincent de Rivaz, grand maître d'œuvre de toute l'aventure du groupe public en Grande-Bretagne. Il était donc urgent pour EDF de mener ce projet pour éviter d'avoir à se livrer à une douloureuse vérité des comptes.

Le gouvernement a non seulement tout couvert mais participé à couvrir la réalité financière des champions nationaux du nucléaire. Car ce n'est pas 5 milliards mais peut-être 7 ou 8 milliards d'euros qu'il lui aurait alors fallu trouver pour renflouer Areva. Quant à la recapitalisation de 4 milliards d'euros d'EDF, dont 3 milliards souscrits par l'État, réalisée en mars dernier, elle aurait sans doute été du double. Intenable pour un gouvernement tenu par les critères du 3 % de déficit budgétaire. Dès lors, l'acharnement d'Emmanuel Macron à défendre à tout prix le projet d'Hinkley Point se comprend mieux. Quitte à laisser à ses successeurs le soin de gérer la suite.

### **Boomerang**

Il n'a pas fallu attendre neuf mois pour qu'Hinkley Point revienne en boomerang sur le bureau d'Emmanuel Macron. Chargées de faire les premières évaluations, les équipes internes d'EDF ont très vite compris que la plupart des prévisions étaient erronées. La direction d'EDF reconnaît un retard de dix-huit mois, mais en interne, les estimations de retard sont déjà plus pessimistes, selon nos informations. Un seul exemple : il n'y a plus de cuve pour l'EPR d'Hinkley Point. Celle-ci a été sacrifiée pour servir aux tests de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) pour évaluer la cuve de Flamanville. Compte tenu de la perte de savoir-faire d'Areva au Creusot, une nouvelle cuve ne peut être forgée qu'au Japon. Selon les estimations, il faut entre trois et cinq ans pour obtenir une nouvelle cuve.

De même, la direction d'EDF avoue un surcoût de 1,8 milliard d'euros par rapport au projet initial. Selon nos informations, les évaluations internes estiment plutôt que le surcoût, à ce stade, oscille entre 2, 5 et 3,5 milliards d'euros ([voir notre article](#)). Et ce ne sont que les premières évaluations.

Ces difficultés pourraient n'être que les premières d'une longue série. Dans leur lettre aux responsables d'EDF et du gouvernement ([que nous avons publiée ici](#)), les ingénieurs nucléaires du groupe insistent sur le caractère industriellement risqué des EPR britanniques. « *Le modèle qu'il est prévu de construire à Hinkley Point [que nous appellerons UK EPR] est devenu au fil du temps d'une extrême complexité* », insistent-ils.

Pour deux raisons, selon eux : d'abord parce que le chantier de Flamanville a fait apparaître de nombreuses erreurs de conception auxquelles il a fallu remédier – ils avouent naviguer à l'aveugle sur le

sujet, tant que l'EPR français n'est pas entré en production ; ensuite parce que l'autorité de sûreté nucléaire britannique a demandé de nombreuses modifications, dont certaines liées au contrôle-commande, « *le système nerveux* » de la centrale, précisent-ils. « *C'est donc peu dire que ce modèle UK EPR sera une nouvelle tête de série hybride et complexe, portant de ce fait un haut niveau de risque* », concluaient-ils.

En d'autres termes, avec Hinkley Point, EDF est obligé de développer un nouveau prototype. Face à ces avertissements, les coups de menton du ministre de l'économie et des finances, exigeant « *un plan d'action rigoureux* », illustrent combien il est à des années-lumière de la réalité industrielle de ce projet. Il ne s'agit pas de construire des voitures en série, en appliquant des méthodes d'économies sur les coûts.

Au vu des expériences finlandaise et de Flamanville, les risques non maîtrisés paraissent énormes et inquiètent de plus en plus les salariés d'EDF. D'autant que les leçons des expériences passées ne semblent même pas avoir été tirées. « *Le rapport d'Escatha [réalisé fin 2015 par l'ancien administrateur général du CEA pour évaluer les risques du projet Hinkley Point, il n'a jamais été rendu public – ndr] avait préconisé notamment un changement total d'organisation entre les équipes d'EDF et d'Areva, pour mieux maîtriser le projet. Mais rien n'a été fait* », constate aujourd'hui un cadre d'EDF.

Il n'y a pas que les salariés du groupe qui s'alarment. Fin juin, [le National Audit Office, l'équivalent de la Cour des comptes en Grande-Bretagne, a établi un premier rapport](#) sur Hinkley Point à destination des parlementaires britanniques. Ses conclusions sont alarmantes : Hinkley Point est, pour lui, un projet à haut risque qui n'a pas suffisamment pris en compte « *les coûts et les risques pour les consommateurs* ». Selon ses calculs, le surcoût de l'EPR pourrait se traduire par une augmentation annuelle de 10 à 24 livres sur chaque facture pendant trente-cinq ans, selon les scénarios. Le pire pour l'instant étant un retard de trois ans avant le démarrage. Estimant à ce stade le projet sur toute sa durée de vie, y compris les coûts de démantèlement, il arrive au montant pharaonique de 199 milliards de livres (227 milliards d'euros). Et ceci dans le meilleur des cas, si tout se déroule comme prévu, dans les temps.

À la lumière de ces chiffres, ses recommandations n'en sont que plus explicables. Il demande d'analyser les possibilités de révision de garanties de prix (92,5 livres – soit 105 euros par mégawatt-heure) accordées à EDF pendant trente-cinq ans, ce qui reviendrait à accroître les risques financiers sur le groupe public. Surtout, il préconise de travailler « *sur un plan B au cas où Hinkley Point serait retardé ou annulé* ».

Renoncer aux EPR, beaucoup de parlementaires britanniques, déjà très réservés sur le projet, y pensent de plus en plus. Surtout au moment où les conditions du Brexit se durcissent, et au moment où le prix des énergies renouvelables devient de plus en plus compétitif. Au printemps, la Grande-Bretagne a produit une journée d'électricité, rien qu'avec les renouvelables, sans aucun apport des énergies fossiles. C'était la première fois de son histoire.

Renoncer, c'est à nouveau ce que demandent des cadres et des salariés d'EDF. Alors que la direction d'EDF vient de faire le premier aveu de dérapage, confirmant toutes les craintes qu'ils nourrissent sur ce projet, il serait mieux, pensent-ils, d'arrêter tout de suite. Quel qu'en soit le coût, il serait toujours moins élevé que celui d'une fuite en avant irraisonnée, estiment-ils. Jusqu'à présent, Emmanuel Macron a choisi de repousser les difficultés. Désormais, il ne peut plus feindre de tout ignorer.

### **Lire aussi**

- [Les déboires d'EDF: le piège mortel des EPR d'Hinkley Point](#) Par [martine orange](#)
- [Des ingénieurs d'EDF s'opposent à leur tour au projet d'Hinkley Point](#) Par [martine orange](#)
- [Crise à EDF après la démission du directeur financier](#) Par [martine orange](#)
- [Les salariés d'EDF entrent en rébellion](#) Par [martine orange](#)
- [Hinkley Point: EDF et le pouvoir choisissent la fuite en avant](#) Par [martine orange](#)
- [Hinkley Point: la direction d'EDF prête à passer en force](#) Par [martine orange](#)
- [Et si EDF faisait faillite ?](#) Par [martine orange](#)